

MEDIA**Affaire Latécopé****Le gouvernement se prononce sur le cas de Roger Amémavoh**

Dans un communiqué daté du 17 février 2026 à Lomé, les ministres chargés de la Communication et de la Sécurité disent avoir « pris connaissance des informations, largement relayées ces derniers jours » concernant des « menaces et d'intimidations évoquées par le producteur ...

PAGE 9**GESTION DES RISQUES****Sécurité incendie****Coris Bank International Togo teste ses dispositifs à Lomé**

Au siège de Coris Bank International Togo, l'alerte a retenti. Mais ce n'était qu'un exercice. Le vendredi 13 février 2026, l'institution bancaire a organisé à Lomé un « exercice planifié de sécurité incendie », en collaboration avec les sapeurs-pompiers.

PAGE 5**PRODUITS FNFI****Echos des bénéficiaires****Koumenké Eva : la dignité retrouvée dans la modestie d'un commerce**

Sous un petit abri, entre les braises encore tièdes et les bassines ...

PAGE 2**Reine des sciences et technologies****Le professeur Komi Séлом Klassou a présidé la cérémonie apothéose**

La 4ème édition du concours Reine des sciences et technologies a connu son apothéose, le mardi 17 février 2026, au siège de la représentation nationale à Lomé. Sur les 15 lauréates retenues à l'issue du processus de sélection conduit par un jury indépendant en présence d'un huissier de justice ...

**PAGE 3****Sécurité routière****Le colonel Calixte Madjoulba veut mettre fin au carnage en cours****PAGE 3****DERNIERES HEURES****Conseil des ministres : création d'une direction dédiée à la protection des hautes personnalités**

Réuni ce jeudi 19 février 2026 sous la présidence de Faure Essozimna Gnassingbé, président du Conseil, le Conseil des ministres a examiné et adopté « un (1) projet de loi, deux (2) décrets et écouté une (1) communication ».

Au titre des décrets, une décision majeure. Le gouvernement a adopté « le décret portant création, attributions, organisation et fonctionnement de la direction de la protection des hautes personnalités et des institutions ».

Le contexte l'impose. Face aux « mutations du contexte sécuritaire » et à « l'accroissement de la visibilité internationale du Togo », l'adaptation des mécanismes nationaux devient une nécessité. Le renforcement de la sécurité des responsables publics est désormais une priorité.

La nouvelle direction regroupera des éléments de la police nationale et de la gendarmerie, placés sous un commandement unique.

Selon le communiqué, cette réforme répond à un « double impératif » : rationaliser le commandement et améliorer la coordination opérationnelle, mutualiser les moyens, gagner en efficacité et professionnaliser davantage le dispositif. Dans un environnement régional exigeant, la protection institutionnelle devient un pilier de la stabilité nationale.

Vérité malmenée à Latécopé**L'urgence de redorer le blason des faits**

Depuis le 08 février, Latécopé, localité située à Adéticopé dans la commune d'Agoè-Nyivé 6 est au centre des débats. Et pour cause, une vidéo ayant circulé sur la toile, pointait des travaux d'aménagement, qui dit-on : « couperaient les populations de toutes infrastructures sociales de base ». Face aux controverses, Togo Matin revient sur les faits ...

**PAGE 4**



SOMMAIRE

Togo
"Assinyon", une nouvelle vitrine numérique pour dynamiser les TPME



P 5

Filière rizicole
Le Togo mise sur Reward-AfricaRice pour accélérer sa production



P 5

Niger/Gazoduc
Le Gal Tiani resserre les relations avec l'Algérie et irrite le Mali



P 8

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Koumenké Eva : la dignité retrouvée dans la modestie d'un commerce

Sous un petit abri, entre les braises encore tièdes et les bassines soigneusement disposées, Koumenké Eva prépare ses petits poissons fumés, qu'elle assaisonne avec patience et expérience avant de les proposer à ses clients, souvent accompagnés de kom. À 62 ans, cette veuve et mère de trois enfants mène une activité qu'elle qualifie elle-même de modeste. Rien de spectaculaire, rien d'imposant. Juste un commerce simple, construit jour après jour, avec constance et dignité. Pourtant, derrière cette apparente modestie se cache une histoire de courage silencieux et de reconquête de soi.

Pendant longtemps, Eva a vécu dans l'ombre. La disparition de son mari l'a laissée seule face à la responsabilité de ses enfants, sans soutien stable, sans sécurité. Les débuts furent difficiles. Les revenus étaient incertains, les besoins constants. Il fallait nourrir, soigner, scolariser, sans jamais savoir de quoi le lendemain serait fait. Elle se souvient de cette période avec lucidité : « Il y a des moments où l'on travaille toute la journée sans être sûre que cela suffira. Mais quand on est mère, on ne s'arrête pas. On avance, parce qu'on n'a pas le choix. »

Son commerce de kom et de petits poissons

fumés et préparés dans l'huile est né de cette nécessité. Ce n'était pas un rêve, mais une réponse à l'urgence. Au fil des années, elle a appris à transformer ce fragile point de départ en une activité stable, capable de soutenir sa famille. Grâce à ce commerce, elle a pu accompagner ses enfants jusqu'à leur autonomie.

mais pour moi c'est grand. C'est ce commerce qui m'a permis d'élever mes enfants et de tenir debout.»

Mais au-delà des revenus, c'est aussi sa place dans la société qui a changé. Là où sa voix était autrefois ignorée, elle est désormais écoutée. Là où elle doutait parfois d'elle-même, elle

accédant au produit APSEF, qu'elle a remboursé avec rigueur jusqu'à boucler son cycle, Eva a pu renforcer son activité, mieux organiser ses achats et stabiliser son commerce. « Ce crédit m'a aidée à avancer sans peur. Mais j'ai compris une chose importante : il faut rembourser correctement. C'est le

rôle. Eva n'est plus seulement bénéficiaire. Elle est devenue une source de conseil pour les jeunes femmes de son entourage. Elle les encourage, les guide, leur explique qu'il est possible de commencer petit et de construire quelque chose de durable. Certaines, inspirées par son parcours, ont à leur tour sollicité et obtenu un financement. Elle y voit une responsabilité presque naturelle. « Quand on a reçu une opportunité, on doit aussi montrer le chemin aux autres. Je dis toujours aux jeunes filles de ne pas abandonner, et surtout de respecter leurs engagements. »

Aujourd'hui, son commerce reste modeste. Mais il est solide. Il est respecté. Et surtout, il lui a rendu ce que les années difficiles avaient failli lui enlever : sa dignité, sa confiance, et sa place. Dans la simplicité de ses gestes quotidiens, Koumenké Eva a construit bien plus qu'une activité. Elle a construit une vie debout, et elle continue, chaque jour, d'ouvrir la voie à d'autres femmes.



Koumenké Eva

Aujourd'hui, ils ont grandi, ils ont construit leur vie, et cette victoire demeure sa plus grande fierté. « Ce que je fais peut sembler petit aux yeux des autres,

s'exprime aujourd'hui avec assurance. Cette transformation a trouvé un appui concret grâce au Fonds National de la Finance Inclusive. En

respect de l'engagement qui ouvre d'autres portes.»

Cette expérience a éveillé en elle un nouveau

Ceci est un programme du ministère chargé du développement à la base et de l'économie sociale et solidaire



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Édité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchoso Kodolakina
Secrétaire de rédaction :
Edy Alley
Responsable web :
Carlos Amevor
Comité de rédaction :
Françoise Da Silva

Alexandre Wémima
Edem Dadzie
Luc Biova
Rachid Zakari
Responsable administrative, financière et commerciale :
AMAH Essognim

Graphiste :
Eros Dagoudi
Imprimerie : Direct Print
Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

Reine des sciences et technologies

Le professeur Komi Sélim Klassou a présidé la cérémonie apothéose

La 4ème édition du concours Reine des sciences et technologies a connu son apothéose, le mardi 17 février 2026, au siège de la représentation nationale à Lomé.

Sur les 15 lauréates retenues à l'issue du processus de sélection conduit par un jury indépendant en présence d'un huissier de justice, Blessing Gamba Dalouba a été élue Reine de cette édition. Une enveloppe financière de 16 millions de F CFA a été mobilisée pour l'ensemble des lauréates, répartie comme suit : 5 millions de F CFA pour la reine, 3 millions de F CFA pour la première duchesse, 2 millions de F CFA pour la deuxième duchesse et 500 000 F CFA pour chacune des 12 lauréates restantes.

Organisé par la fondation Aasaal avec l'appui du ministère de l'Éducation nationale et de l'Assemblée nationale, ce concours a connu la présence du professeur Komi Sélim Klassou, président de l'Assemblée nationale, de Hadja Ibrahima Mémounatou, présidente du Parlement de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), de Mama Omorou, ministre de l'Éducation nationale, de Abira Bonfoh, présidente de la fondation Aasaal, et de plusieurs autres personnalités.

Le concours vise à promouvoir l'excellence, révéler les talents féminins et affirmer la place déterminante des jeunes filles dans les secteurs scientifiques. Cette édition a enregistré 308 candidatures, ce qui traduit l'intérêt croissant des jeunes togolaises pour les filières scientifiques et technologiques.

Pour Abira Bonfoh, à travers cet événement, il est non seulement question de

promouvoir les jeunes filles brillantes, audacieuses, déterminées, capables non seulement de réussir, mais aussi de renforcer la recherche, d'éclairer la décision publique et de contribuer à la souveraineté du Togo et au-delà, de toute

35% des étudiants dans les filières science, technologie, ingénierie et mathématiques et seulement 29% de la communauté mondiale des chercheurs. Ces données rappellent l'ampleur du chemin à parcourir et donnent toute leur force aux Objectifs

nationale, les étudiantes représentent 14,3% au Centre d'excellence régional sur les sciences aviaires (CERSA), 15,4% à l'École polytechnique de Lomé et 7,5% à l'École des assistants médicaux. Dans son allocution de circonstance, le président de l'Assemblée nationale a souligné que, le gouvernement, sous le leadership du président du Conseil, a engagé depuis plusieurs années des réformes courageuses. Depuis 2008, la gratuité de l'enseignement préscolaire et primaire public a permis de lever une barrière financière majeure pour la scolarisation des filles.

et l'intelligence artificielle redéfinissent les économies et les métiers, aucune nation ne peut se permettre de laisser une partie de sa jeunesse en marge », a indiqué le professeur Komi Sélim Klassou.

Selon le président de l'institution parlementaire, la remise des prix du concours Reine des sciences et technologies met en exergue la place des filles dans les sciences et les technologies. Autres temps forts de cet événement, des distinctions institutionnelles d'honneur décernées au ministre de l'Éducation nationale et au président de l'Assemblée nationale.

Le public a également assisté à la nomination des cohortes de cette édition. La cohorte de cette année est composée de Awa Nana-Daboya, Hadja Mémounatou Ibrahima et Olatokounbo Ige. La cérémonie n'a pas seulement récompensé des performances académiques. Elle a aussi mis à l'honneur la persévérance, l'audace et la détermination de celles qui ont choisi d'exceller dans des filières encore marquées par des disparités de genre.

Le choix du siège de la représentation nationale pour abriter cette cérémonie traduit l'engagement constant de l'Assemblée nationale en faveur de l'éducation, de l'innovation et de la promotion du leadership féminin. En ouvrant ses portes à cette initiative, elle réaffirme son rôle d'institution garante des valeurs républicaines et sa proximité avec les populations, en particulier la jeunesse togolaise.

Edem Dadzie



Photo de famille à la suite de la cérémonie apothéose (Crédit photo : Assemblée nationale)

l'Afrique.

« L'avenir scientifique de nos nations ne peut se construire sans les femmes. Depuis sa création, ce concours ne vise pas seulement à récompenser des performances académiques. Il ambitionne de poser les fondements d'une communauté scientifique consciente, engagée et responsable, une communauté capable de décoloniser les savoirs, de promouvoir une pensée critique endogène et de mobiliser la recherche scientifique pour faire émerger des sociétés autosuffisantes, libérées des dépendances intellectuelles et structurelles », a déclaré Abira Bonfoh.

De son côté, Mama Omorou a exposé avec lucidité la réalité des sciences, des technologies, de l'ingénierie, des mathématiques, en lien avec la place des filles au Togo comme ailleurs. « À l'échelle mondiale, les chiffres sont sans appel, car les femmes ne représentent aujourd'hui que

de développement durable 4 et 5 relatifs à l'éducation de qualité et à l'égalité de genre », a-t-il déclaré.

« Lorsque l'on observe notre propre système éducatif, le constat appelle à une responsabilité plus grande, justifiée par le bilan dressé par notre plan sectoriel de l'éducation 2020-2030, lequel révèle que les formations en sciences de la santé, sciences de la vie et de la terre, sciences physiques, mathématiques et statistiques regroupent 16% des étudiants, tandis que les formations techniques n'en rassemblent que 6%. Au total, 22% seulement des étudiants togolais sont engagés dans les parcours scientifiques ou techniques, un chiffre insuffisant au regard des ambitions de transformation de notre économie et de notre société. Plus préoccupante encore est la situation des filles dans ces filières », a ajouté le ministre de l'Éducation nationale.

Selon le ministre de l'Éducation

« L'éducation des jeunes et des filles en particulier constitue à cet effet une priorité de choix pour l'Assemblée nationale. La loi d'initiative parlementaire numéro 2024-005 du 6 mai 2024 portant Constitution de la Vème République, en son article 16, consacre le droit à l'éducation pour tous et réaffirme le caractère obligatoire de l'école pour les enfants des deux sexes jusqu'à l'âge de 15 ans », a-t-il relevé.

D'autres lois ont également été votées par la représentation nationale en faveur des jeunes, à l'instar de la loi numéro 2022-20 du 2 décembre 2022 relative à la protection des apprenants contre les violences à caractère sexuel au Togo. Toutes ces initiatives de la représentation nationale visent à offrir un cadre juridique protecteur, inclusif et favorable à l'épanouissement du capital humain.

« Dans un monde toujours marqué par une mutation technologique profonde où le numérique, la robotique, la science des données

corridors stratégiques essentiels à la mobilité des personnes et au transport des biens ». D'ailleurs, prévient l'officiel, « tout contrevenant s'expose aux sanctions prévues par la réglementation en vigueur ».

Depuis le début de l'année, plusieurs accidents graves de la circulation ont été répertoriés, avec d'importantes pertes humaines et matérielles.

TM

Sécurité routière

Le colonel Calixte Madjoulba veut mettre fin au carnage en cours

Face à la recrudescence des accidents graves, le ministre de la Sécurité annonce le déploiement, depuis le 9 février 2026, d'une opération spéciale sur l'ensemble des axes routiers du pays. Cette mesure vise à freiner le drame sur les routes togolaises.

Déployée depuis le 09 février dernier, l'opération cible particulièrement le grand contournement de Lomé et les routes nationales 1 (Lomé-Cinkassé), 2 (Lomé-Aného) et 5 (Lomé-Kpalimé-Atakpamé).

Concrètement, plusieurs mesures sont prises, comme l'intensification des contrôles de vitesse, la

répression rigoureuse des dépassements dangereux, l'élimination immédiate de tout mauvais stationnement et de tout encombrement de la voie publique.

À cela, s'ajoutent des contrôles stricts des chargements et de la conformité des transports en commun, la vérification systématique du port du casque et de la ceinture de sécurité, et le renforcement des patrouilles de jour comme de nuit.

L'objectif, selon le colonel

calixte Madjoulba, ministre de la Sécurité, est de « réduire significativement les accidents de la circulation sur ces axes, tout en assurant durablement la sécurisation de ces



Un agent de la Division de la sécurité routière (DSR)

Vérité malmenée à Latécopé

L'urgence de redorer le blason des faits

Depuis le 08 février, Latécopé, localité située à Adéticopé dans la commune d'Agoè-Nyivé 6 est au centre des débats. Et pour cause, une vidéo ayant circulé sur la toile, pointait des travaux d'aménagement, qui dit-on : « couperaient les populations de toutes infrastructures sociales de base ». Face aux controverses, Togo Matin revient sur les faits



Image d'une partie de la canalisation

Ces derniers jours, des mouvements d'humeur abondamment relayés, ont fait le tour des réseaux sociaux, montrant une partie de la population d'Adétikopé, se disant menacées d'expulsions. Pour d'autres, il s'agissait des travaux de canalisation, qui les empêcheraient d'avoir accès à l'eau et à leurs enfants de se rendre à l'école.

Ces dénonciations qui ont vite fait de susciter indignation au sein de l'opinion nationale, sont totalement sorties de leur contexte, selon les mandataires.

Sur le terrain, bien qu'on y observe des travaux de canalisation, force est de constater qu'ils ont été menés dans une zone totalement marécageuse. L'objectif, nous explique les mandataires étaient d'assainir cette zone totalement inhabitable. D'où des travaux de canalisations pour drainer les eaux vers le fleuve Zio.

« Latécopé est située dans notre domaine objet de titre foncier N°388, de la collectivité Davié-Assomé, composé de 22 localités. Les travaux de canalisation ont requis

une autorisation des autorités compétences qui a été délivrée le 13 juin 2025, après une campagne de sensibilisation des populations riveraines sur le bien-fondé des travaux. Et les travaux ont été effectués sous la supervision des forces de

écoles dans le domaine. Nous avons vu la scène d'une dame qui simulait des difficultés à traverser la canalisation pour aller chercher de l'eau. Ce n'est que du pur montage. Nous vous rassurons qu'il n'y a aucune école ni fontaines dans le domaine », nous

avec l'autorisation des autorités compétentes. Pour éviter de se voir poursuivre pour leur délit, ils ont organisé des manifestations en collaboration avec des acquéreurs illégaux pour présenter la destruction des ouvrages comme l'œuvre d'une population mécontente ».

Qu'en est-il de ceux qui sont menacés d'expulsion ?

Selon les mandataires, jusqu'à présent personne n'est expulsé. Juste que des gens ont acquis des parcelles chez des personnes non identifiées.

« Le domaine objet de titre N°388 appartient à 22 collectivités de Davi-Assomé. Jusqu'ici, les travaux ne sont pas encore terminés sur le domaine mais des gens

des parcelles pour en tenir compte », nous explique-t-il avant d'ajouter : « Il est important de rappeler que la dernière réunion intervenue à la mairie, ils sont au total 114 personnes à se présenter comme acquéreurs de parcelles dans le domaine. Mais seulement une seule a été capable de présenter un reçu d'achat de ½ lot.

Puisque des parcelles sont acquises sans que nous ne soyons au courant, nous demandons juste que les acquéreurs se présentent à l'huissier avec leur papier pour en faire le point ».

Rappelons que les 22 collectivités de Davié-Assomé, dont fait partie Latécopé, sont propriétaires du domaine d'environ 600 hectares dont 600 hectares dont 458 hectares ont fait l'objet de titre foncier N°388



Photo illustrant les travaux vandalisés

l'ordre », nous explique Ahonkalébou Koffi, porte-parole des mandataires de Davié-Assomé.

Selon ce dernier, ces travaux sont menés sur une zone totalement marécageuse d'environ 100 hectares, pour le moment non habitée compte de l'inondation.

« Les quelques-uns qui ont tenté d'ériger des murs dans le domaine, n'y habitent même pas compte tenu de l'inondation des terres. Ici, on y pratique que l'agriculture... Les gens racontent qu'il y a des



Les représentants des collectivités propriétaires de Latécopé

explique M. Ahonkalébou avant d'ajouter : « Le réel problème, c'est que des individus bien identifiés ont décidé de leur propre chef de vandaliser ces travaux qui ont été menés

disent avoir acquis des parcelles. Nous leur demandons juste de se présenter chez l'huissier avec leur papier pour qu'au moment venu, on sache quelle collectivité a vendu

TT suivant les arrêtés d'approbation : N°1065/ MUHCV/DGUDMHPI du 11 octobre 2016 et N°110/MUL/DGUH du 20 octobre 2004.

TM

Togo

"Assinyon", une nouvelle vitrine numérique pour dynamiser les TPME

Le Togo accélère sa mue commerciale. Le ministère délégué en charge du Commerce a procédé, le 17 février, au lancement officiel d'une plateforme numérique baptisée « Assinyon ». Une initiative pensée pour soutenir l'entrepreneuriat local et renforcer la compétitivité des Très petites et moyennes entreprises.

du commerce électronique. Le constat est connu. Beaucoup d'entrepreneurs produisent mais peu accèdent aux marchés structurés.

Assinyon propose une vitrine digitale encadrée. Chaque produit soumis passe par un examen

positionnement. Le projet s'inscrit dans une stratégie globale de modernisation du commerce togolais. Il est développé en partenariat avec le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), à travers le Projet d'appui à l'entrepreneuriat et



L'objectif est double. Elle est de valoriser les produits « made in Togo » et de structurer le commerce en ligne. Dans un contexte où la visibilité conditionne la performance, l'outil se veut une passerelle vers de nouveaux débouchés.

« Cette plateforme est surtout dédiée aux très petites entreprises qui ont des difficultés à avoir accès aux marchés national, régional et international », a souligné Rachid Darago, directeur de la promotion

rigoureux avant publication. Ce mécanisme vise à garantir la qualité, à rassurer le consommateur et à crédibiliser l'offre locale. La confiance devient ainsi un pilier du dispositif. Mais l'enjeu dépasse la simple mise en ligne. La plateforme encourage la professionnalisation. La présentation soignée des produits, respect des normes et adaptation aux exigences du marché numérique. Autant de critères qui poussent les acteurs à améliorer leur

au développement des opportunités dans les chaînes de valeur (Pedoc). À travers Assinyon, les autorités entendent stimuler la consommation des produits locaux et renforcer les chaînes de valeur nationales. Le pari est ambitieux ; faire du numérique un levier d'inclusion économique et offrir aux TPME togolaises une place visible dans l'arène commerciale régionale et internationale.

Edy Alley

Filière rizicole

Le Togo mise sur Reward-AfricaRice pour accélérer sa production

La riziculture togolaise entre dans une nouvelle séquence plus ambitieuse et plus structurée. Le pays bénéficie désormais du Programme multinational Reward-AfricaRice, lancé récemment en Côte d'Ivoire au profit de 14 États ouest-africains.

Financé par la Banque africaine de développement à hauteur de 8,5 millions de dollars pour une durée de 5 ans, le programme entend s'attaquer aux fragilités d'une filière stratégique. Son objectif est de renforcer la production rizicole dans les pays bénéficiaires, dont le Togo.

L'approche se veut globale. Il s'agit de soutenir durablement la chaîne de

valeur grâce à la production de semences de qualité, à l'adoption de pratiques agricoles durables, mais aussi au développement de technologies de transformation modernes et à une meilleure coordination régionale. Autrement dit, agir du champ à l'assiette. Le constat est préoccupant. Les rendements moyens plafonnent environ 2,2 à 2,5 tonnes par hectare. Les pertes après récolte peuvent atteindre 42 %. Dans ces conditions, la production nationale ne couvre que 60 % de la demande régionale. La dépendance aux importations reste forte. Elle pèse sur les finances

publiques et sur la balance commerciale.

Reward-AfricaRice

ambitionne d'inverser cette tendance. Pour le



Port autonome de Lomé

Togo, cela passera par l'introduction de variétés de riz améliorées, adaptées aux différentes zones agroécologiques du pays.

Sécurité incendie

Coris Bank International Togo teste ses dispositifs à Lomé

Au siège de Coris Bank International Togo, l'alerte a retenti. Mais ce n'était qu'un exercice. Le vendredi 13 février 2026, l'institution bancaire a organisé à Lomé un « exercice planifié de sécurité incendie », en collaboration avec les sapeurs-pompiers.

Cette simulation grande nature s'inscrit dans le « dispositif permanent de prévention et de gestion des risques de la Banque », mentionne la banque dans un communiqué. L'objectif était d'évaluer l'efficacité des procédures d'alerte et d'évacuation, mesurer la coordination des équipes internes et vérifier l'usage des équipements conformément aux normes en vigueur ».

Déclenchement de l'alerte, mobilisation des équipes

passée au crible. Les sapeurs-pompiers ont pris part à l'exercice. Leur présence a permis de « renforcer la coordination opérationnelle » et d'apprécier la conformité des installations existantes. Une coopération saluée en interne.

L'exercice s'est déroulé dans des conditions maîtrisées et conformément aux protocoles établis. Aucun incident réel. « Aucune situation d'urgence, de blessure ou de dommage matériel n'a été enregistrée », précise la banque. À travers cette initiative, la banque réaffirme son attachement à une culture de sécurité exigeante.

À l'issue de la simulation, les activités ont repris



Siège du Coris Bank International Togo à Lomé

et évacuation vers le point de rassemblement prévu par les procédures internes, toute la chaîne d'intervention a été

normalement. Les clients ont retrouvé leurs guichets et les collaborateurs, leurs bureaux.

Rédaction

d'environ 2 tonnes à près de 7 tonnes par hectare. Un saut qualitatif majeur. À la clé, une hausse significative des revenus des producteurs et une dynamique d'emplois accrue, notamment pour les femmes, très présentes dans la transformation et la distribution.

Cet appui régional s'inscrit dans une ambition nationale affirmée : produire plus d'un million de tonnes de riz à l'horizon 2030. L'enjeu dépasse la simple performance agricole. Il touche à la souveraineté alimentaire, à la stabilité des prix et à la vitalité des territoires ruraux.

Edy Alley

Politique de développement

Que fait le Togo pour promouvoir l'emploi ?

Dans la stratégie publique du Togo, l'emploi est considéré comme un moyen essentiel pour lutter contre la pauvreté et favoriser le développement économique. Visant à promouvoir la croissance et à garantir une stabilité sociale, la création de l'emploi est renforcée ces dernières années par le biais de plusieurs initiatives. À travers ce dossier, nous retracons les actions et politiques du gouvernement visant à stimuler l'emploi.

L'importance de l'emploi n'est plus à démontrer. Fondamental pour le développement économique et social, l'emploi agit comme un levier efficace de lutte

Mesures ciblées

L'année 2025 achevée, 2026 s'ouvre de la meilleure des façons, avec de grands objectifs que le gouvernement s'auto-assigne. Dans le domaine

par la réalisation des projets phares. Ce sont l'opérationnalisation de l'Agence de développement des très petites, petites et moyennes entreprises (ADTPME) et le déploiement d'une offre de services non financiers et financiers auprès des TPME togolaises. Un autre projet est l'accompagnement des jeunes hommes et

plus de 157 888 élèves soutenus par l'Etat. 200 villages ont été dotés d'infrastructures de base ; 13 732 femmes formées en développement d'affaires. La promotion de l'emploi au Togo s'accompagne d'une vision pragmatique. Les femmes, longtemps sous-représentées dans certains secteurs, bénéficient d'initiatives ciblées afin qu'elles puissent avoir accès à des postes et soutenir leur participation active à l'économie.

et de mentorat pour s'épanouir pleinement, des initiatives novatrices comme le Youth Delivery Lab sont mises en place.

Cadre de dialogue participatif, le programme rassemble chaque année des milliers de jeunes de toutes les régions du pays autour des autorités gouvernementales pour définir la mise en œuvre de politiques publiques du pays.

La troisième édition, tenue en septembre 2025 à Lomé, a rassemblé plus de 4000 participants venus de toutes les régions, confirmant la place centrale accordée aux jeunes dans la transformation du pays. Placé sous le thème : « Valorisation du potentiel de la jeunesse au service du développement », cet événement citoyen s'est déroulé sous le haut patronage du président du Conseil, Faure Gnassingbé, démontrant l'engagement politique fort en faveur des jeunes.

L'événement a connu un franc succès avec plus de 5 000 jeunes inscrits. Environ 70 % d'entre eux provenaient du Grand Lomé, tandis que les 30 % restants venaient des autres régions, avec une participation notable de la diaspora, représentant 10 % des inscrits.

De l'employabilité à l'emploi

Avec une démographie à forte proportion de jeunes, l'insertion socioprofessionnelle devient un défi pour le Togo qui met un accent sur la promotion de l'employabilité. Cela inclut des formations, des programmes d'accompagnement, le développement de compétences et la création d'opportunités professionnelles. Un ensemble d'initiatives qui permet de renforcer la compétitivité des demandeurs d'emplois sur le marché du travail. Que ce soit pour trouver un nouvel emploi, se reconvertir, ou évoluer au sein de sa propre entreprise au Togo, le gouvernement ne lésine pas sur les mesures d'accompagnement.

Pour

transformer

la

jeunesse

imposante

en

moteur

de

croissance

, le

président

du

Conseil

Faure

Gnassingbé

encourage

le

gouvernement

à

mettre

en

place

de

nombreuses

initiatives

Au

nombre

de

ces

initiatives

on

citera

entre

autres

le

Fonds

d'appui

aux

initiatives

entrepreneuriales

des

jeunes

(Faiej)

l'Agence

nationale

de

promotion

et

de

garantie

de

financement

des

PME

/

PMI

(ANPGF)

et

le

Fonds

national

de

la

finance

inclusive

(FNFI).

Conscient

que

les

jeunes

ont

besoin

de

soutiens

financiers

de

formations



Image d'une unité de transformation agroindustrielle au Togo

contre la pauvreté. De par sa contribution, il stimule la croissance du Produit intérieur brut (PIB) et assure la stabilité sociale. Forte de son importance, la création de l'emploi apparaît comme une stratégie pour accroître les revenus de la population, renforcer la dignité et offrir des perspectives d'avenir, notamment aux jeunes et aux femmes.

Au Togo, l'emploi, surtout décent, est indissociable du progrès national. Une motivation suffisante pour le pays qui place la création d'emplois au centre des actions, offrant chaque jour des perspectives concrètes aux populations.

La politique de l'emploi, telle que développée par les pouvoirs publics, prend en compte le renforcement des compétences et de la formation professionnelle. Les programmes dotent les travailleurs des aptitudes requises pour s'insérer efficacement sur le marché du travail, dans des secteurs diversifiés et porteurs.

de l'emploi, il envisage la mise en œuvre des actions et des mesures comme le renforcement de l'administration du travail par la promotion de la sécurité et de la santé au travail ; l'équipement des inspections de travail (mobilier et matériel informatique) ; le déploiement des services du ministère sur l'ensemble du territoire.

Sont aussi prévus le renforcement des capacités des inspecteurs du travail ; le développement des dispositifs d'insertion professionnelle ; l'amélioration du cadre de concertation et de coordination des acteurs du secteur de l'emploi ; l'actualisation de la politique nationale de l'emploi et ses stratégies ; l'actualisation du plan national d'accès des personnes handicapées au marché de l'emploi et l'actualisation de la stratégie nationale de migration professionnelle. Il est indiqué que la mise en œuvre de ces actions citées sera assurée

femmes entrepreneurs sur les chaînes de valeurs créatrices d'emplois ; l'hybridation des moteurs diesel des plateformes multifonctionnelles avec système solaire (PHMD-PTFM) ; le développement des filets sociaux et des services de base et la promotion de la compétitivité du secteur privé.

Cas des filets sociaux

Entre 2017 et 2023, le projet des Filets sociaux et services de base (FSB) a mobilisé 39,32 milliards de francs CFA. Il a permis de fournir des millions de repas scolaires aux élèves et d'effectuer des transferts monétaires aux ménages, renforçant l'inclusion socioéconomique.

Les transferts monétaires sont allés à plus de 100 000 ménages bénéficiaires, avec des paiements trimestriels de 15 000 francs CFA. S'agissant des cantines scolaires, 15 043 260 repas ont été servis à 52 173 élèves dans 161 écoles (financement Banque mondiale), en

Entre 2017 et 2023, le projet des Filets sociaux et services de base (FSB) a mobilisé 39,32 milliards de francs CFA. Il a permis de fournir des millions de repas scolaires aux élèves et d'effectuer des transferts monétaires aux ménages, renforçant l'inclusion socioéconomique.

Les transferts monétaires sont allés à plus de 100 000 ménages bénéficiaires, avec des paiements trimestriels de 15 000 francs CFA. S'agissant des cantines scolaires, 15 043 260 repas ont été servis à 52 173 élèves dans 161 écoles (financement Banque mondiale), en

Conscient que les jeunes ont besoin de soutiens financiers, de formations

jeunes a atteint 22,18 % en 2023, illustrant les fruits des politiques gouvernementales d'appui à la jeunesse. Outre ces initiatives, le gouvernement, en partenariat avec des organisations

des handicapés et de leur offrir les moyens de contribuer activement à l'économie et à la société. Les programmes et projets exécutés illustrent ainsi une démarche, où chaque citoyen peut trouver sa place, indépendamment

handicapées et leurs familles ont bénéficié de sessions de formation axées sur la valorisation et la protection de leurs droits.

En 2023, 933 484 personnes ont été directement touchées

économique et social. Outre les jeunes, les femmes et les personnes handicapées, c'est tout le monde qui trouve sa place à travers les différentes initiatives mises en place par le gouvernement pour promouvoir l'emploi.

Des programmes de stage en entreprise pour les jeunes diplômés, en passant par des soutiens à l'entrepreneuriat via des financements, des formations et des mesures d'amélioration de l'adéquation entre la formation et l'emploi, sont engagés.

Des programmes spécifiques comme le Projet d'appui à l'employabilité et à l'insertion des jeunes dans les secteurs porteurs (Paeij-Sp), le programme AIDE géré par l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) et d'autres

formations en marketing digital, gestion financière, et d'autres compétences pratiques.

En donnant la parole aux jeunes, en s'appuyant sur des données solides et en accompagnant les initiatives de développement, le Togo trace une feuille de route vers un avenir inclusif et prospère, où les jeunes sont pris en compte et soutenus.

Des résultats probants

Grâce aux divers projets et initiatives du gouvernement, entre 2010 et 2023, l'évolution de la création d'entreprises au Togo a été marquée par une dynamique de croissance soutenue par des réformes visant à simplifier et à réduire le coût de création.

Le pays note des records de création d'entreprises couplés à une augmentation de la participation des femmes, avec une forte présence des entrepreneurs togolais. Le nombre de nouvelles entreprises créées a constamment augmenté, culminant avec



Formation de jeunes entrepreneurs par le Faiej

internationales, développe des programmes tels qu'Investir dans les jeunes entreprises en Afrique (IYBA Seed), facilitant le financement et la formation de start-up dirigées par de jeunes togolais.

Aussi, plus de 1 200 jeunes ont été sélectionnés pour effectuer des stages dans des organismes publics et privés en août 2025, renforçant ainsi leur insertion professionnelle. Conscient que la politique de développement et de promotion de l'emploi ne peut réussir sans la prise en compte des besoins des plus vulnérables, un accent particulier est mis sur l'insertion des personnes handicapées.

La priorité sur les personnes handicapées

Longtemps marginalisées, les personnes handicapées bénéficient aujourd'hui de dispositifs concrets grâce à la politique publique visant à renforcer leur autonomie économique et leur participation active à la vie professionnelle. Des initiatives récentes démontrent que l'inclusion devient progressivement une réalité, faisant de l'accès au travail un levier discret, mais déterminant du développement national.

Au-delà de l'emploi, la dynamique traduit une volonté de reconnaître pleinement les droits

de ses capacités physiques.

Résultats concrets

L'année 2023 à ce jour marque un tournant grâce à la mise en œuvre de plusieurs initiatives structurantes. Le projet Avance-Togo s'attache à renforcer la résilience des femmes et des jeunes handicapés, en particulier face aux défis de l'accessibilité et du changement climatique. Le projet d'appui à l'insertion socioprofessionnelle, lancé à Kara, a permis la formation de 6 000 personnes handicapées et l'intégration professionnelle de 150 d'entre elles dans le secteur formel, offrant des perspectives d'emploi durable et stable.

Parallèlement, le programme de réinsertion socioprofessionnelle, actif de 2023 à 2025, se concentre sur l'autonomie économique des femmes et des filles handicapées, favorisant leur indépendance et leur participation active à la vie économique. Ces initiatives sont soutenues par des actions régulières de sensibilisation et de formation : en 2023, Handicap International a sensibilisé près de 17 600 parents sur l'importance de l'inclusion des enfants en situation de handicap, tandis que 6 000 personnes

par les initiatives d'action sociale, en 2024, plus 237 456 et en 2025, plus de 200 000 avec un investissement total estimé à plus d'un milliard de francs CFA. Parmi elles se trouvent des personnes handicapées, renforçant leur rôle



Image du président Conseil à l'inauguration d'une entreprise

dans le développement national et consolidant leur participation à la vie économique et sociale.

Vers plus d'emplois

La continuité des programmes existants, le renforcement des dispositifs d'accompagnement et l'attention portée aux femmes et aux jeunes laissent entrevoir un avenir où chaque citoyen, indépendamment de ses capacités physiques, pourra contribuer pleinement au développement

et professionnelles. Il couvre de nombreux secteurs comme l'électricité, la mécanique, la couture, la coiffure, l'agro-pastoralisme et le maraîchage.

Le programme AIDE, lancé depuis 2011, a déjà soutenu plus de 7 000 jeunes par des stages rémunérés et des contrats de stage renouvelés. Des programmes comme ProEmploi+, soutenu par la GIZ, se concentrent sur les besoins des femmes et des personnes handicapées, en leur proposant des

un record de plus de 15 000 entreprises en 2023 sur l'ensemble du territoire national.

Dans la foulée, le taux de chômage au Togo a également amorcé une baisse. Il est passé de 6,5 % en 2011 à 3,4 % en 2015, et a atteint 3,1 % en 2024. Ce plus bas niveau de chômage de l'histoire récente du pays témoigne de l'impact positif des différentes initiatives déployées par le gouvernement.

Caleb Akponou



Communiqué de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest relatif à la première réunion ordinaire du Comité de Politique Monétaire

La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) organise la première réunion ordinaire de son Comité de Politique Monétaire au titre de l'année 2026, le mercredi 4 mars 2026 à son Siège, à Dakar.

A l'issue de la rencontre, les principales décisions sur les taux directeurs et le coefficient des réserves obligatoires applicables aux banques seront annoncées au public.

Avenue Abdoulaye FADIGA
BP 3108 - Dakar – Sénégal

Tél.: (221) 33 839 05 00 / Fax : (221) 33 823 93 35
courrier.bceao@bceao.int - www.bceao.int

Sénégal/ Nations unies

Candidature de Macky Sall à l'ONU : l'ancien président suspendu au feu vert de Bassirou Diomaye Faye

L'ambition internationale de Macky Sall se joue désormais à domicile. Selon des informations relayées par la presse sénégalaise, l'ancien chef de l'État conditionne sa candidature au poste de secrétaire général des Nations unies au soutien explicite des autorités actuelles de son pays. Autrement dit, sans l'aval du président Bassirou Diomaye Faye, il ne se lancera pas dans la course.

D'après des sources citées par Le Quotidien, Macky Sall aurait adressé une lettre officielle au nouveau président sénégalais pour solliciter son appui. Il y indique avoir été approché par des « pays amis » souhaitant voir émerger une candidature africaine à la tête de l'Organisation des Nations unies. Mais il aurait également confié à ses proches qu'il renoncerait au projet en l'absence d'un soutien clair de Dakar.

La succession de Antonio Guterres, dont le mandat arrive à terme, commence déjà à mobiliser les chancelleries. Si le principe d'une alternance géographique favorable à l'Afrique est régulièrement évoqué dans les cercles diplomatiques, aucune position officielle n'a encore été arrêtée au niveau continental. Lors du dernier sommet de l'Union africaine en Éthiopie, la question n'a pas été tranchée. Les chefs d'État ont préféré temporiser et renvoyer le débat à une session ultérieure, signe des équilibres délicats qui entourent toute candidature africaine à un poste stratégique international.

Dans ce contexte, le silence de la présidence sénégalaise alimente les spéculations. Ni confirmation, ni désaveu : Bassirou Diomaye Faye maintient une réserve qui place son prédécesseur dans une position d'attente.

L'enjeu dépasse la seule trajectoire personnelle de Macky Sall. Il pose la question de la continuité diplomatique entre deux présidences issues de dynamiques politiques différentes. Soutenir la candidature de l'ancien chef de l'État reviendrait, pour le nouveau pouvoir, à endosser une ambition internationale portée par son prédécesseur.

Pour Dakar, la décision est stratégique. Une candidature soutenue officiellement renforcerait la visibilité du Sénégal sur la scène multilatérale. À l'inverse, un refus pourrait être interprété comme un choix de rupture ou de recentrage.

En attendant une position claire, Macky Sall demeure dans une posture d'observation. L'ancien président, qui a dirigé le Sénégal pendant douze ans, sait que toute ambition à l'ONU nécessite d'abord un alignement national solide. À ce stade, la clé de son avenir diplomatique reste entre les mains de son successeur.

T.M.

Niger/Gazoduc

Le Gal Tiani resserre les relations avec l'Algérie et irrite le Mali

Après plusieurs mois de tensions diplomatiques, l'Algérie et le Niger affichent un rapprochement assumé. Reçu le 16 février au palais présidentiel d'Alger, le général Abdourahamane Tiani a scellé avec le président Abdelmadjid Tebboune un dégel qualifié de « fin d'une période anormale de froideur » entre les deux capitales.

À cœur de cette relance : le gazoduc transsaharien, projet structurant de plus de 4 000 kilomètres destinés à acheminer le gaz nigérian vers l'Algérie via le Niger. Le président Tebboune a annoncé le lancement imminent du premier tronçon traversant le territoire nigérien, précisant que les démarches pratiques débuteraient après le ramadan. Pour Niamey, ce chantier représente un levier économique stratégique dans un contexte de fortes contraintes budgétaires et d'isolement diplomatique accru depuis le coup d'État de 2023.

Les relations entre Alger et les membres de l'Alliance des États du Sahel (AES) s'étaient dégradées après la destruction d'un drone malien par l'armée algérienne en avril 2025. Les trois jupes avaient rappelé leurs ambassadeurs « pour consultations », provoquant une réaction symétrique d'Alger.

Le Trans-Saharan Gas-

Pipeline (TSGP), relancé début 2025 par des accords entre Alger, Abuja et Niamey, s'inscrit dans une stratégie énergétique plus large. Le gaz nigérian pourrait être exporté vers l'Europe via le gazoduc Transmed reliant l'Algérie à l'Italie, ou sous forme de gaz naturel liquéfié. Dans un contexte de recomposition des approvisionnements énergétiques européens, le

interrogations à Bamako. Le Mali, confronté depuis 2012 à une insécurité persistante impliquant le GSIM et l'organisation État islamique, entretient des soupçons récurrents à l'égard d'Alger, notamment sur sa gestion des groupes armés à la frontière.

Des responsables maliens ont demandé des « éclaircissements » sur la visite de Tiani, rappelant que



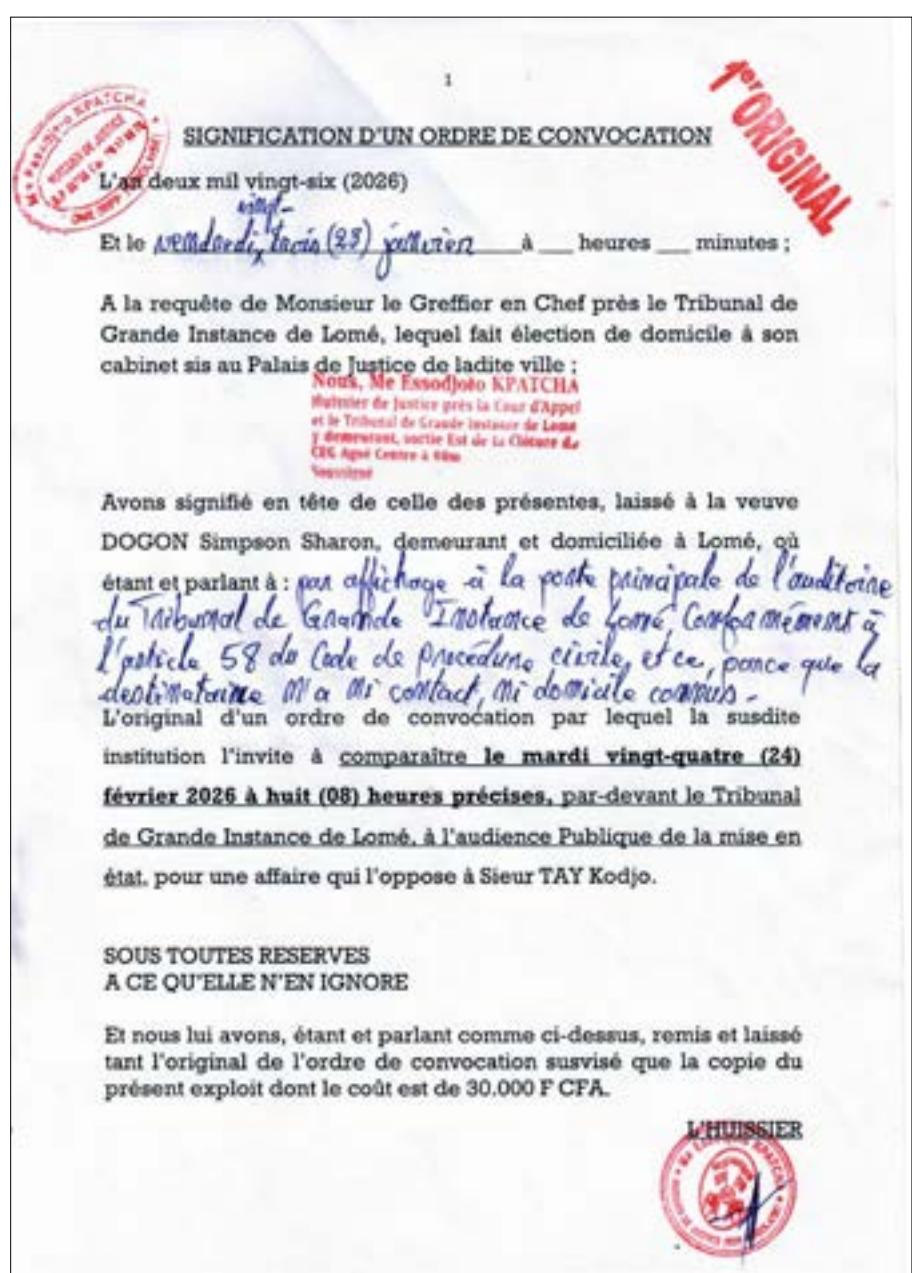
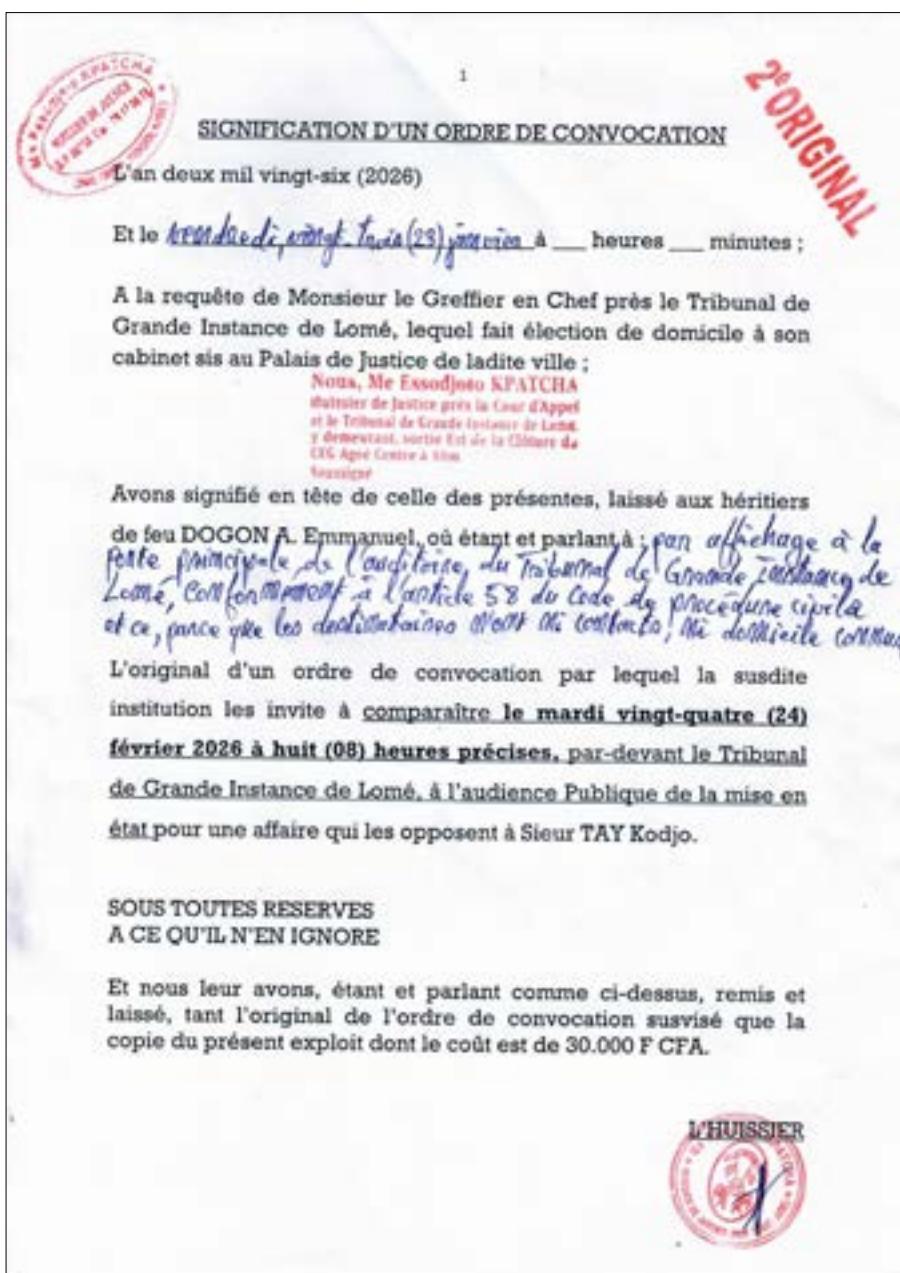
Le Gal Tiani et Abdelmadjid Tebboune

projet confère à l'Algérie un rôle de hub régional. Au-delà de l'énergie, Alger a proposé un soutien

économique et social élargi au Niger, incluant des projets sanitaires et un appui éducatif. Sur le plan sécuritaire, Abdelmadjid Tebboune a insisté sur une coopération renforcée contre le terrorisme, affirmant que les deux pays se trouvaient « dans le même camp ».

Pour Niamey, l'enjeu est double : restaurer une coopération pragmatique avec un voisin stratégique tout en préservant la cohésion de l'AES. Pour Alger, il s'agit de consolider son influence au Sahel, à la croisée des impératifs énergétiques, sécuritaires et diplomatiques.

T.M.



Affaire Latécopé

Le gouvernement se prononce sur le cas de Roger Amémavoh

Dans un communiqué daté du 17 février 2026 à Lomé, les ministres chargés de la Communication et de la Sécurité disent avoir « pris connaissance des informations, largement relayées ces derniers jours » concernant des « menaces et d'intimidations évoquées par le producteur de contenus Roger Amémavoh ».

Les autorités précisent que « la justice n'est pas encore saisie ». Mais le dossier est, assurent-elles, « suivi avec la plus grande attention ». Si nécessaire, des « vérifications appropriées » seront engagées pour « établir les faits » et apprécier « en toute objectivité, les circonstances rapportées ».



Au-delà du cas individuel, le communiqué réaffirme un principe. Celui de « la liberté d'expression, garanti par la Constitution de la République togolaise et

les instruments juridiques internationaux auxquels le Togo est partie ». Un rappel qui sonne comme une ligne rouge. Le gouvernement souligne

que « l'exercice du journalisme, dans le respect des lois et règlements en vigueur, bénéficie de la protection de l'État ». Il précise que toute personne

souhaitant exercer dans le secteur est invitée à « se conformer aux formalités qui encadrent le secteur ». Le message se veut inclusif. « Toutes les personnes résidant sur le territoire national, qu'elles disposent ou non de la qualité de journaliste, bénéficient de la protection de l'État », notamment lorsque leur sécurité est menacée.

En conclusion, l'exécutif se dit « mobilisé pour garantir la sécurité des personnes et la préservation des libertés publiques, dans le strict respect de l'État de droit ». TM

Vaccination infantile

Le Togo accélère le rattrapage post-Covid

Le Togo intensifie ses efforts pour restaurer la couverture vaccinale des enfants, fragilisée par la pandémie de Covid-19. À travers l'initiative du « Grand Rattrapage » (Big Catch-Up), menée avec l'appui de l'UNICEF, le pays a déjà permis à plus de 40 000 enfants auparavant non ou insuffisamment vaccinés d'intégrer les circuits de protection sanitaire, selon des chiffres partagés récemment avec la presse.

Entre 2020 et 2022, la perturbation des services de santé avait laissé près de 70 000 enfants sans aucune dose et plus de 94 000 sous-vaccinés. Pour répondre à ce déficit, le programme a ciblé 17 districts prioritaires, concentrant une majorité des cas, notamment dans le Grand Lomé, la Maritime, les

Plateaux et la Kara. L'approche combine mobilisation communautaire, marketing social et renforcement de la redevabilité des acteurs sanitaires.

Selon les autorités sanitaires, les premiers résultats sont notables. Ainsi, entre juillet et décembre 2025, la couverture de la première dose du vaccin pentavalent a progressé de 58 points dans les zones cibles.

Le dispositif s'appuie notamment sur 157 comités locaux chargés de sensibiliser les populations et d'identifier les enfants non vaccinés, ce qui contribue à restaurer la confiance dans les campagnes de vaccination.

Au-delà de l'opération sanitaire, les autorités cherchent à inscrire l'initiative dans la durée. Une telle ambition était notamment au cœur

d'échanges en début de semaine avec les médias et les partenaires techniques, pour renforcer la transparence et lutter contre la désinformation. Enfin, la pérennité du dispositif et de ses acquis dépendra désormais de l'implication des collectivités locales, appelées à relayer les efforts engagés après le retrait progressif des partenaires.

Togofirst

Étiopathie

Méthode de traitement qualifiée d'“ingénieur-mécanicien” du corps humain

L'étiopathie est une méthode qui utilise exclusivement des techniques manuelles pour traiter les dysfonctionnements de l'organisme. Dans cet article, l'on lève le voile sur cette pratique de médecine alternative.

L'étiopathie est avant tout une méthode de raisonnement, d'analyse et de compréhension des phénomènes pathologiques : elle permet d'identifier les causes des dysfonctionnements du corps humain et d'en supprimer la majeure partie par des techniques exclusivement manuelles. Le corps est considéré comme une mécanique, certes complexe et aboutie, mais qui tombe parfois en panne. L'étiopathe est “l'ingénieur-mécanicien” du corps humain, qu'il étudie de manière approfondie afin de trouver l'origine réelle de la panne, c'est-à-dire sa cause, sans la confondre avec ses effets.

L'étiopathie s'attache ainsi à déterminer les causes primaires qui provoquent les symptômes dont est affecté le patient. En identifiant ces lésions, l'étiopathe remonte à l'origine du problème, le traite et en supprime durablement ses effets. Il dispose de techniques manuelles précises, héritées des gestes ancestraux du reboutement mais revisités à la lumière des données anatomiques les plus récentes. Il agit directement sur les organes.

L'étiopathie est une méthode de traitement qui associe une analyse scientifique des phénomènes pathologiques et une action manuelle sur les structures du corps humain, afin de normaliser leurs rapports et leurs fonctions.

Le domaine de compétences de l'étiopathe est très vaste et recouvre un grand nombre d'affections. Par des techniques manuelles articulaires, viscérales ou circulatoires, l'étiopathie permet de remonter jusqu'à la cause des symptômes pour les traiter.

C'est une pratique qui a de bons résultats sur les enfants et notamment pour soulager les otites séreuses. Par différentes techniques manuelles, l'étiopathe rétablit le drainage de

l'oreille moyenne et normalise la circulation de la sphère ORL. Cinq à sept séances sont nécessaires pour obtenir une guérison totale.

L'étiopathie est également efficace pour venir à bout de tous les problèmes traumatiques comme les entorses, mais aussi les douleurs lombaires, dorsales, cervicales également fréquentes chez le sportif. Le problème pris en charge rapidement peut être réglé en quelques séances seulement. Plus particulièrement chez la coureuse, l'étiopathie peut traiter une aménorrhée.

Cette méthode de soin permet de soulager également d'autres maux : les classiques applications sur l'appareil vertébral et locomoteur, par exemple syndrome du canal carpien, périarthrite, cervicalgie, dorsalgie, problèmes de dos, lombalgie, névralgie cervico-brachiale, névralgie sciatique, névralgie crurale, névralgie d'Arnold... ; les foulures, entorses, luxations.

L'étiopathe apporte également des solutions aux problèmes que posent : les troubles ORL sont notamment la conjonctivite, la sinusite, l'otite, la rhinite et certaines allergies respiratoires ; les troubles de l'appareil respiratoire : asthme, bronchite ; les troubles gastroentérologiques : certaines formes d'hépatite, troubles digestifs, constipation, diarrhée, ballonnements, colite, aigreurs, reflux gastrique, aérophagie. On dénombre également les troubles généraux : certaines formes de déprime, d'angoisse ou d'insomnie. Les troubles gynécologiques et urinaires : règles douloureuses, infertilité, cystite, incontinence, troubles du cycle ou rapports sexuels douloureux, troubles liés à la ménopause, descente d'organes. Sur le volet obstétrical, il y a les nausées, vomissements, repositionnement du fœtus et préparation à l'accouchement...

Quelle est la différence entre un ostéopathe et un étiopathe ?

L'étiopathie et l'ostéopathie sont des professions bien distinctes. S'il existe une certaine proximité avec l'ostéopathie, l'étiopathie s'en distingue par la partie invisible de sa méthode, à savoir le diagnostic étiopathique, et par son champ d'action nettement plus large.

En ce qui concerne la formation, l'étiopathe suit une formation de 6 ans au sein d'une des quatre écoles agréées par l'Institut international d'étiopathie. Le cursus associe un apprentissage théorique et pratique. Tout au long des six années de formation, les étudiants sont en stages pratiques chez des étiopathes, et en clinique d'étiopathie.

Un ostéopathe est formé

Il ne s'agit pas à proprement parler de contre-indications, mais de limites, c'est-à-dire des domaines dans lesquels l'étiopathie n'intervient pas. L'étiopathie n'agit pas dans les cas d'atteinte majeure (maladie dégénérative, cancer, tumeur...), dans les cas des indications chirurgicales impératives ou encore dans les cas d'invasions microbiennes graves.

Si l'étiopathie utilise des techniques de manipulations manuelles douces permettant de traiter de nombreux maux du quotidien, elle ne saurait se substituer à une chirurgie ou à un traitement médicamenteux. Dans un tel cas, l'étiopathe réoriente immédiatement son patient vers le médecin compétent.

leur possible résolution par intervention étiopathique ; Confirmation du diagnostic par le biais d'un examen clinique approfondi si nécessaire ; Evaluation du degré d'évolutivité, c'est-à-dire de gravité ou d'urgence de la situation exposée.

Le diagnostic étiopathique amène aux gestes thérapeutiques les plus adaptés pour réduire les lésions constatées. À la suite d'une consultation, le praticien donne généralement des conseils au patient dans le but de rendre durables les bénéfices acquis lors de la séance.

Le traitement proposé à chaque patient est donc personnalisé selon sa pathologie et ses particularités propres. Le praticien agit exclusivement de manière manuelle, sans instrument ni appareil de quelque sorte que ce soit. Il intervient par le biais de mobilisations articulaires non forcées ou de techniques tissulaires spécifiques visant les différents systèmes en cause dans l'affection du malade.

Ces gestes précis s'adressent aussi bien aux structures musculosquelettiques qu'aux viscères digestifs, génito-urinaires ou à l'appareil respiratoire.

Ils permettent le rétablissement des fonctions des structures perturbées et sont suivis d'une amélioration rapide de l'état du patient.

Généralement, deux à six interventions suffisent pour traiter les affections courantes. Le traitement est plus long en cas d'affection chronique. Un traitement étiopathique ne nécessite pas de consultation d'entretien. Malheureusement, le succès de l'étiopathie incite certaines personnes à s'attribuer le titre d'étiopathe sans en avoir la compétence. Pour éviter toute confusion, il est essentiel de bien se renseigner au préalable.

Edem Dadzie

Source : Santé Magazine



Un étiopathe en plein exercice sur un patient (Image trouvée en ligne le 19 février 2026)

au sein d'une école d'Ostéopathie. Selon les écoles, le programme de formation varie, et peut durer de quelques mois à 5 ans.

L'approche de soin est également différente. L'étiopathie s'appuie sur les symptômes du patient afin d'établir des liens de causalité basés sur de l'anatomie, de la physiologie et de la clinique. En étiopathie, l'étape majeure est la recherche causale, la manipulation est sa finalité. La prise en charge est uniquement mécanique, il s'agit pour le praticien de rétablir une mobilité correcte des systèmes articulaires et viscéraux.

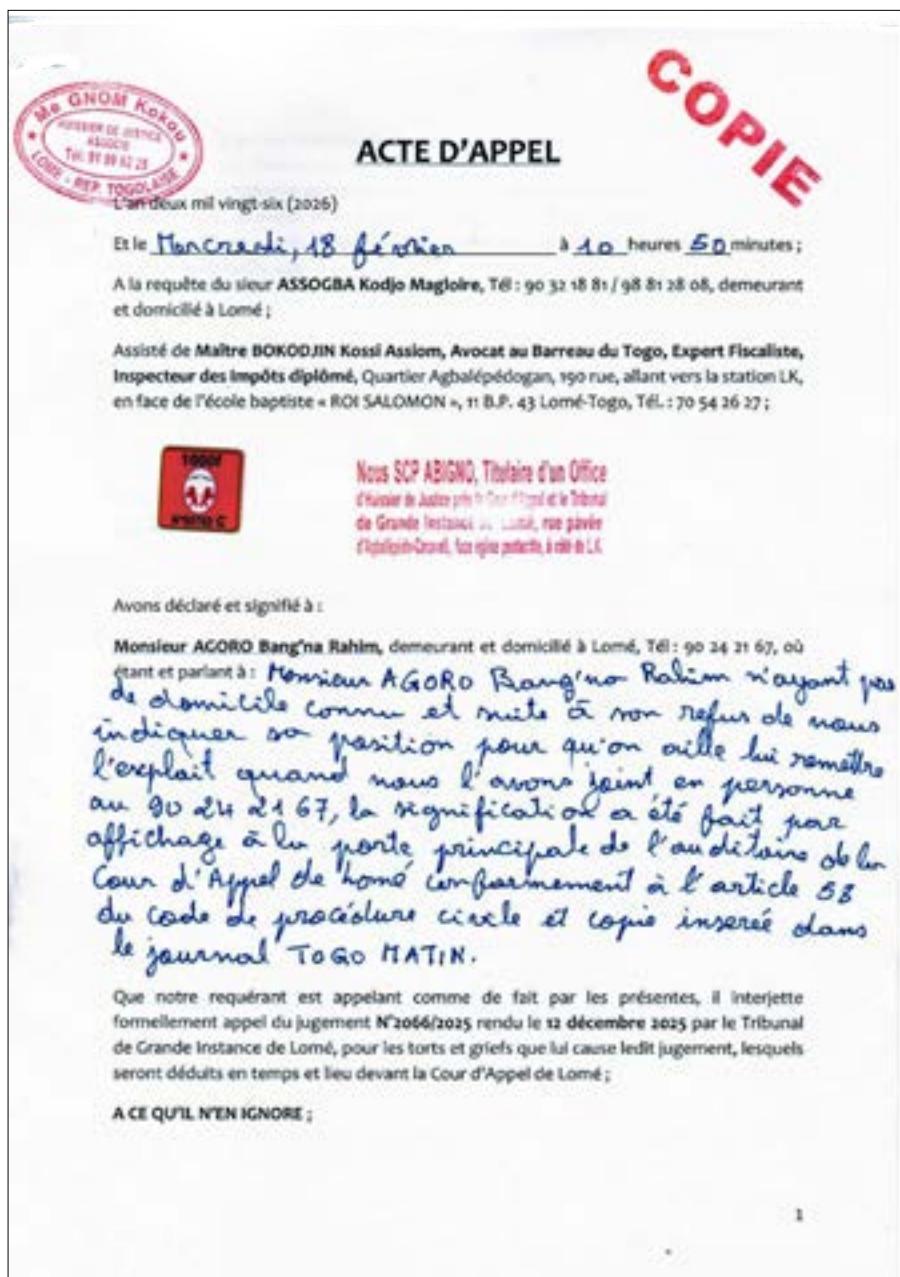
En ostéopathie, les praticiens exercent de l'énergétique, de la fasciathérapie, du crânen. Son analyse est basée sur une globalité du patient.

Quelles sont les contre-indications à l'étiopathie ?

Comment se déroule une séance d'étiopathie ?

La consultation d'étiopathie se déroule en deux parties : l'analyse clinique étiopathique et le traitement. La méthode étiopathique s'appuie sur des lois, établies de longue date et unanimement validées par la communauté scientifique : interrelations physiologiques, processus neurologiques, hormonaux...

Le raisonnement étiopathique procède d'une démarche logique et ordonnée : Recueil des faits exprimés par le patient au moyen d'un interrogatoire rigoureux (symptômes éprouvés, gênes fonctionnelles, limitations de mouvement ressenties...) ; Élaboration du diagnostic étiopathique : raisonnement logique basé sur les éléments recueillis afin d'en appréhender les causes réelles, et d'évaluer



Investissements

Le Togo aligne son arsenal juridique sur la Zlecaf

Le Togo engage une nouvelle étape en matière de renforcement de son cadre réglementaire sur les investissements. Une rencontre organisée par le ministère délégué en charge de la promotion des investissements, en collaboration avec l'Institut international du développement durable (IISD), a démarré dans ce sens le mercredi 18 février à Lomé autour du thème : « Réformer la gouvernance des investissements pour le développement durable, en cohérence avec le Protocole sur l'investissement de la ZLECAF au Togo ».

Les travaux, prévus jusqu'au vendredi 20 février, visent à passer en revue l'ensemble de l'arsenal juridique national encadrant les investissements afin de l'aligner sur le Protocole relatif à l'investissement dans la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF). Cette démarche a pour objectif d'assurer une meilleure cohérence entre les normes nationales et les standards continentaux tout en favorisant une gouvernance des investissements plus

durable et efficace. Au-delà de cet exercice, la rencontre permet de renforcer les capacités nationales en matière de suivi, de gestion et de pilotage des

et responsables, orientés vers la création de valeur locale, la protection de l'environnement et la création d'emplois.

« Notre ambition est d'attirer de meilleurs

locale, respectueux de l'environnement et porteurs d'emplois décents pour nos populations », a souligné Bedembada Bedinade, directeur de cabinet du ministère délégué chargé

lancée officiellement en 2019, constitue l'un des projets phares de l'intégration africaine. Elle vise à créer un vaste marché unique de 1,4 milliard de consommateurs



investissements. Elle s'inscrit dans la stratégie de promouvoir des investissements productifs, responsables, créateurs de valeur : de la promotion des investissements et de la souveraineté économique. Pour rappel, la ZLECAF, et à stimuler le commerce intra-africain.

République togolaise.

JOYEUX ANNIVERSAIRE
**11 ANS D'ENGAGEMENT,
UNE CONFIANCE QUI DURE**



La Banque Autrement

<https://togo.coris.bank>

